



Communiqué de presse de StopOGM du 14 février 2011

## Chantage des chercheurs du PNR59

**Dans une publication scientifique parue fin janvier[1] et relayée jeudi passé par un communiqué de presse de l'ETH à Zürich, des chercheurs de l'ETH et de l'Agroscope ont montré les coûts « supplémentaires » qu'implique la recherche en plein air sur les OGM. De l'avis de StopOGM, cette étude n'a rien de scientifique et ne vise que des buts politiques précis. L'objectif d'assouplir les procédures d'autorisation et d'obtenir un site de recherche sécurisé en permanence est largement sous-jacent. La conclusion des chercheurs est sans ambiguïté : les règles de biosécurité imposées par l'Etat et de protection des installations liée à l'opposition du public menacerait la recherche en Suisse.**

La manière d'aborder la question est triviale. Il est de notoriété publique que les recherches les plus dangereuses et les plus controversées sont soumises à des règles plus strictes de la part de l'Etat et à un examen plus sévère de la part du public. Nos expériences visent à répondre à des questions de biosécurité, mais coûtent trop cher....en terme de sécurité ! C'est le genre de conclusion fascinante qui en dit long sur la profondeur scientifique de l'étude. C'est un peu comme si des chercheurs dans le domaine du nucléaire se plaignaient du coût des règles qui leur étaient imposées.

Hors, les incertitudes qui demeurent dans le domaine ont justement été mises en évidence par le Programme national de recherche 59 (PNR59). Certains résultats nous apprennent que les réactions des plantes transgéniques en milieu ouvert diffèrent de celles observées en milieu confiné sans pour autant pouvoir l'expliquer. Encore beaucoup de choses ne sont pas maîtrisables, à commencer par la prévision de l'interaction qu'aura une plante transgénique dont le génome a subi des modifications non contrôlée (insertion au hasard des transgènes) avec son environnement. Dans ces conditions, il est parfaitement justifié de demander des mesures de sécurité accrues ; elles ne font que refléter les incertitudes (et non pas les risques) qui demeurent.

Il convient encore de rappeler que la Science doit être au service des citoyens. La plupart des recherches appliquées sont aujourd'hui effectuées dans les laboratoires des grandes entreprises multinationales de l'agroalimentaire. La recherche publique ne devrait pas tomber dans ce travers, mais plutôt servir de contrepoids en pointant du doigt les problèmes plutôt que de vouloir défendre à tout prix un modèle qui va à l'encontre de la volonté des citoyens.

StopOGM aurait espéré des scientifiques une attitude plus responsable et plus innovante. N'ont-ils rien de mieux à proposer que de barricader des essais derrière grillage et vidéo-surveillance et d'affaiblir les normes biosécuritaires voulues par le peuple ?

L'arrogance de cette publication reflète l'arrogance d'une Science envers ses citoyens et l'Etat. Cette étude est vide de sens et complètement déplacée. Il est inadmissible que les chercheurs du PNR59 utilisent des fonds liés au projet pour des buts autres que ceux visés, en particulier lorsque ceux-ci sont de nature à influencer des décisions politiques. Sous le vernis scientifique se cache en réalité la volonté des chercheurs de préparer l'avenir et de servir leur propre intérêt. StopOGM critique vivement cette attitude pseudo-scientifique et demande aux citoyens et au monde politique de ne pas céder devant le chantage des scientifiques.

**Contact :**

Fabien Fivaz // Président de StopOGM // 0787400651

Luigi D'Andrea // Chargé d'affaires de la coordination // 077 400 70 43

[www.stopogm.ch](http://www.stopogm.ch)

---

[1] T. Bernauer, T. Tribaldos, C. Luginbühl and M. Winzeler. 2011. *Government regulation and public opposition create high additional costs for field trials with GM crops in Switzerland.* Transgenic research.